

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Iran : De la négociation à l'accord

Mais une planète toujours sous la menace du nucléaire

L'accord conclu à Genève est salué par tous les membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, puissances qui possèdent l'arme nucléaire.

Il est fortement critiqué par le gouvernement d'Israël qui possède l'arme nucléaire. En l'état, l'accord favorable à la paix et à la sécurité de tous, démontre l'utilité de la négociation.

L'accord respecte les termes du Traité de Non-Prolifération (TNP) qui prévoit la libre possibilité aux signataires du dit traité de développer les technologies du nucléaire civil. L'Iran s'engage à respecter cet accord et à laisser l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) vérifier que le pays ne s'engage pas à développer les techniques en vue de l'obtention de l'arme nucléaire. Cet accord permet - enfin ! - la levée des embargos, l'allègement des souffrances du peuple iranien et la réouverture d'opportunités dans les échanges et les coopérations.

Tout paraît bien. Mais, au fond peu de choses ont changé :

- Les cinq puissances nucléaires membres du conseil de sécurité (USA, Russie, Chine, France, Grande Bretagne) possèdent toujours l'arme nucléaire et ne s'engagent pas à désarmer ; Bien plus, aucune certitude n'existe sur leur présence à la rencontre de Mexico sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires en février 2014 ;
- La Corée du Nord, le Pakistan et l'Inde possèdent l'arme nucléaire ;
- Au Moyen Orient, Israël possède toujours l'arme nucléaire et aucune conférence pour une zone dénucléarisée n'est décidée ;
- Nous n'avons pas la certitude que le nucléaire civil reste indépendant du nucléaire militaire ;
- Le contrôle détaillé du nucléaire iranien devrait s'étendre à tous ceux qui possèdent la bombe, avec les mêmes exigences.

Un mot sur la France. Après s'être affirmé comme acteur intransigeant sur la scène internationale, tout en restant très obligeant avec Israël, la France s'est réjoui de l'accord, notamment dans ses aspects contraignants pour l'Iran. En revanche, elle serait bien inspirée de ne pas lancer des programmes de modernisation, ce qui est le contraire de ce qu'elle demande aux autres : pour cesser de violer le TNP, elle ne doit pas engager, tel que prévu dans la loi de programmation militaire, un sou pour de nouvelles armes atomiques.

La France doit jouer la carte de la confiance et engager dès à présent, au plus haut niveau diplomatique, la relance du partenariat France -Iran au plan économique en particulier pour la filière automobile.

La seule véritable bonne solution serait l'engagement de tous les possesseurs de l'arme nucléaire pour un traité d'interdiction. Nous continuerons à agir pour qu'advienne cette bonne nouvelle.